



---

## Conseil de sécurité

### **Menaces contre la paix et la sécurité internationales : Débat sur les valeurs de la fraternité humaine dans la promotion et le maintien de la paix**

New York, le 14 juin 2023

Déclaration lue par Adrian Hauri,  
Représentant permanent adjoint de la Suisse

---

Madame la Présidente,

Je remercie les Emirats arabes unis pour ce débat.

Je remercie également le Secrétaire général des Nations Unies, son éminence le cheikh Dr. Ahmed El-Tayeb, son excellence l'archevêque Paul Richard Gallagher ainsi que Madame Latifa Ibn Ziatenet pour leurs interventions.

Le débat de ce jour s'insère dans une approche qui vise à discuter davantage des questions et des menaces émergentes pour la paix et la sécurité internationale. À cet égard, il s'inscrit dans la continuité du débat autour de la confiance que ce Conseil a traité il y a un mois sous la présidence de la Suisse. Nous avons alors souligné que la confiance se base sur les normes, les faits et l'inclusion.

Je voudrais souligner trois points :

Premièrement, la Déclaration universelle des droits de l'homme fête cette année son 75<sup>e</sup> anniversaire. Elle est née d'une expérience collective de destruction totale et de génocide, enracinée dans le discours de haine, l'intolérance, le dénigrement des minorités et des religions. Cette déclaration reconnaît la dignité inhérente de chaque individu. Leurs droits égaux et inaliénables constituent le fondement de la liberté, de la justice et de la paix. Nous avons entendu des témoignages divers au sein de ce Conseil qui illustrent que les droits de l'homme sont essentiels à chaque étape du processus de paix. L'ensemble des normes en matière de droits de l'homme est crucial pour mettre fin aux conflits et pour établir une paix durable. La valeur ajoutée du suivi basé sur les données et les rapports sur les droits de l'homme pendant et après les conflits est bien reconnue par ce Conseil, y compris par le biais des onze composantes des droits de l'homme dans les opérations de paix.

Deuxièmement, la discrimination, l'intolérance, l'incitation à la haine et l'extrémisme violent posent de multiples défis à nos sociétés. La Suisse les condamne dans toutes leurs formes. Dans la lutte contre ces phénomènes, le respect des droits humains, en particulier la liberté d'expression, doit être garanti, en ligne et hors ligne. La liberté d'expression est la pierre angulaire de toute société pluraliste et inclusive. La participation égale à la vie publique est essentielle pour instaurer et maintenir la confiance entre les personnes ainsi qu'entre ces dernières et l'État. Un espace civique ouvert - incluant notamment les femmes, les personnes appartenant à des minorités ou à des groupes vulnérables et les jeunes - permet d'instaurer une confiance plus profonde et plus grande dans les institutions. La confiance ainsi que l'état de droit représentent sans aucun doute le fondement de la stabilité, de la prévention des conflits et d'une paix durable.

Troisièmement, ce Conseil doit saisir, dans les semaines qui viennent, l'occasion offerte par le Nouvel Agenda pour la paix pour confirmer le rôle crucial des cadres normatifs acquis, tels que ceux concernant les femmes, la paix et la sécurité ou les enfants dans les conflits armés ainsi que celui établi en matière

de droits humains. Ces cadres constituent l'ancre de notre coopération multilatérale en matière de paix et sécurité. C'est pourquoi nous devons les réaffirmer et renouveler notre engagement à leur égard.

Madame la Présidente,

Le dialogue, l'ouverture et la compréhension mutuelle, ainsi que le droit international, les droits humains et l'état de droit, sont des outils pour une coexistence pacifique - entre les États, les communautés et les individus, sans discrimination.

En outre, la compassion et le respect mutuel sont des valeurs universelles qui nous unissent dans notre humanité. La Suisse continuera à s'engager pour que le terme de la « fraternité », mis en avant par le débat de ce jour, inclue tout un chacun – y compris les femmes et filles – quel que soit leur origine ou leur orientation sexuelle. Ainsi, nous pourrions continuer à bâtir des sociétés stables inclusives, pour promouvoir et maintenir une paix durable.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Madam President,

I would like to thank the United Arab Emirates for this debate.

I would also like to thank the Secretary-General of the United Nations, as well as his eminence Sheikh Dr. Ahmed El-Tayeb, His Excellency Archbishop Paul Richard Gallagher and Madame Latifa Ibn Ziatenet for their statements.

Today's debate is part of an approach that aims to further discuss emerging issues and threats to international peace and security. In this respect, it succeeds the debate on trust-building that this Council held a month ago under the Swiss Presidency. There, we stressed that trust is based on norms, facts and inclusion.

I would like to highlight three points:

Firstly, the Universal Declaration of Human Rights celebrates its 75th anniversary this year. It was born out of a collective experience of total destruction and genocide, rooted in hate speech, intolerance and the denigration of minorities and religions. This declaration recognises the inherent dignity of every individual. Their equal and inalienable rights are the foundation of freedom, justice and peace. We have heard a variety of testimonies in this Council which illustrate that human rights are essential at every stage of the peace process. The entirety of human rights standards is crucial to ending conflict and establishing lasting peace. The added value of data-based monitoring and reporting on human rights during and after conflict is well recognised by this Council, including through the eleven components of human rights in peace operations.

Secondly, discrimination, intolerance, incitement to hatred and violent extremism pose many challenges to our societies. Switzerland condemns them in all their forms. In the fight against these phenomena, respect for human rights, in particular freedom of expression, must be guaranteed, both online and offline. Freedom of expression is the cornerstone of any pluralistic and inclusive society. Equal participation in public life is essential to build and maintain trust between individuals and between individuals and the state. An open civic space - including in particular women, people belonging to minorities or vulnerable groups, and young people - helps to build deeper and greater trust in institutions. Trust and the rule of law are undoubtedly the foundation of stability, conflict prevention and sustainable peace.

Thirdly, this Council must, in the coming weeks, seize the opportunity offered by the New Agenda for Peace to confirm the crucial role of existing normative frameworks, such as those concerning women, peace and security, children in armed conflict and human rights. These frameworks are the anchor of our multilateral cooperation on peace and security. That is why we must reaffirm them and renew our commitment to them.

Madam President,

Dialogue, openness and mutual understanding, as well as international law, human rights and the rule of law, are tools for peaceful coexistence - between states, communities and individuals, without discrimination.

Furthermore, compassion and mutual respect are universal values that unite us in our humanity. Switzerland will continue to work to ensure that the term "fraternity", highlighted by today's debate, includes everyone - including women and girls - regardless of their origin or sexual orientation. In this way, we can continue to build stable, inclusive societies in order to promote and maintain sustainable peace.

I thank you.